



LES PRÉJUGÉS VOYAGENT AUSSI



VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME
ET MIGRANTS ET RÉFUGIÉS LGTBI+



Berastegui, 5 - 5º Bilbao, 48001

Tel. 944237296 - 665734428

www.aldarte.org



@AldarteOrg



AldarteZentroa-Centro



aldarte_zentroacentro

- DATE : MARS 2023
- ÉDITÉ PAR ALDARTE
- ÉLABORÉ PAR ELENA OLAORTUA ET JOSEBA MTZ.DE GUEREÑU.
- ILLUSTRATION ET MISE EN PAGE : MIGUEL GONZÁLEZ DE GARAY (mi.gren.m)
- IMPRESSION : LANKOPI
- COLLABORATION :

eskubide

Giza Eskubide eta Bake
Hezkuntzaren Erakunde-Foroa
Foro de Entidades de Educación
en Derechos Humanos y por la Paz



Bizkaia

foru aldundia
diputación foral

INTRODUCTION

ALDARTE «Centro de Atención y Documentación LGTBI+» est une organisation qui travaille depuis 1994 apportant des ressources de soutien, de socialisation, d'éducation et de sensibilisation à la société en général dans sa diversité.

Au cours des 10-15 dernières années et conformément aux changements démographiques au niveau local-mondial, chez ALDARTE, nous avons constaté l'augmentation constante des personnes LGTBI+ qui viennent d'autres pays, et qui constituent aujourd'hui plus de 60% des personnes que nous accompagnons et qui ont recours aux différentes ressources et services de notre association.

Lorsque l'on parle de réfugiés/demandeurs d'asile (de la Protection Internationale, ci-après dénommée PI), l'imaginaire social l'associe à des personnes fuyant de pays en guerre (par exemple, des réfugiés de Syrie, d'Ukraine) ou de pays politiquement instables (comme le Venezuela ou le Nicaragua). Il est encore difficile d'associer le mot «refuge» aux personnes LGTBI+ qui fuient des pays où la phobie LGTBI+ est très présente.

Cette brochure de diffusion vise à rendre visibles les migrants, demandeurs d'asile et réfugiés LGTBI+ et à aborder leurs problèmes, dans leurs pays d'origine, et ici en Biscaye, car lorsque l'on parle de personnes LGTBI+, l'imaginaire social les identifie principalement à un homme, jeune - d'âge moyen, blanc et autochtone. Rarement, l'image associée aux personnes LGTBI+ est celle d'une personne d'un autre pays, et encore moins d'une femme LBT (Lesbienne, Bisexuelle, Trans).

La méthodologie utilisée pour réaliser ce travail a été la suivante :

- Organisation d'un atelier auquel ont participé des entités et des professionnels liés à l'asile, ainsi que des personnes LGTBI+ de pays tels que le Pérou, la Colombie, la Jamaïque, la Géorgie, le Venezuela, le Salvador, le Mali, le Maroc et le Ghana, partageant leurs expériences et discutant et réfléchissant sur le sujet abordé.
- Réalisation d'entretiens personnels avec plusieurs personnes LGTBI+ recueillis dans les récits de vie.
- L'expérience d'ALDARTE dans l'attention directe à la diversité des migrants, demandeurs d'asile et réfugiés LGTBI+ dans les groupes et autres services de l'association.



DE QUOI LES PERSONNES LGTBI+ FUIENT-ELLES?

Préjugés et stéréotypes envers la diversité sexuelle

Il existe des pays dans lesquels être une personne LGTBI+ est considéré comme un crime, et est passible de prison et même de la peine de mort. Ceci est le reflet de la LGTBI+phobie présente dans tous les domaines de la société.

Il existe également des pays dans lesquels le mariage pour tous ou les droits des personnes trans sont reconnus, et même ainsi, les personnes LGTBI+ souffrent de LGTBI+phobie structurelle. La discrimination, la persécution, les agressions et/ou d'autres manifestations de violence contre les personnes LGTBI+ se produisent dans d'autres contextes tels que la famille, le social, le travail ou la police, et les personnes LGTBI+ fuient également de là.

À titre d'exemple, soulignons que la Colombie est le pays d'où viennent le plus de personnes LGTBI+ à ALDARTE, un pays qui reconnaît légalement le mariage pour tous, mais où il existe une phobie structurelle LGTBI+ profondément enracinée que fuient des personnes telles que Marcela, dont nous recueillons l'histoire de la vie dans ce travail.

Les personnes LGTBI+ fuient le rejet familial et social, le rejet de leur communauté... elles fuient les stéréotypes et les préjugés imposés par un système hétéronormatif, hétéropatriarcal et binaire qui exclut les personnes aux comportements hors norme. Ceux qui ont participé à l'atelier ont partagé les préjugés et les stéréotypes de leur pays d'origine et de ceux qui se reproduisent ici dans leurs communautés d'origine et qui sont exposés ci-dessous :

- Associer les expériences LGTBI+ à des maladies telles que l'hépatite ou le VIH-SIDA. On considère que les personnes LGTBI+ ont plus de maladies que le reste de la population et qu'elles sont contagieuses.

Cette idée est très récurrente dans le domaine de l'éducation et par rapport aux mineurs, avec des expressions et des idées telles que le fait que les personnes LGTBI+ « doivent rester à l'écart ». Une personne participant à l'atelier qui était enseignante dans son pays a déclaré avoir été réprimandée une fois avec l'expression : « tu vas contaminer les enfants ». Il est presque impossible pour une personne ouvertement LGTBI+ de se consacrer à l'enseignement et/ou au domaine de la santé dans un pays comme le Venezuela.

- Les préjugés et les stéréotypes envers la réalité LGTBI+ sont directement liés au machisme et aux expressions de genre qui sont attribués aux hommes et aux femmes : les hommes efféminés sont gay ; les enfants qui pleurent ou dansent sont gay et sont toujours avec des filles ; les lesbiennes sont très masculines.

- Les préjugés de type religieux ayant une grande influence sociale dans de nombreux contextes et qui sont utilisés pour justifier le rejet et la discrimination envers les personnes LGTBI+. Certaines des idées à cet égard qui ont été partagées lors de l'atelier étaient les suivantes : la croyance qu'être LGTBI+ est une question d'être possédé (possession démoniaque), c'est un péché, cela peut être « guéri » par des exorcismes et la prière est utilisée comme un moyen de guérison de l'homosexualité.

- Utilisation d'expressions désobligeantes (« pédé, petit pédé, sale trans, gouine... ») et des réactions de rejet en apprenant qu'il s'agissait de personnes LGTBI+ : « ma supérieure a cessé de me parler quand elle l'a su, ils lui ont dit que j'étais gay, que je me prostituais et travestissais ».

- Existence d'une ignorance de la diversité sexuelle et de genre : confusion entre orientation sexuelle et identité de genre : on a demandé à un garçon gay colombien, après avoir appris qu'il était gay, s'il allait se faire opérer.



PROBLÈMES ET BESOINS DES PERSONNES MIGRÉES ET RÉFUGIÉES LGTBI+

Certains problèmes liés à la réalité des migrants et réfugiés LGTBI+ sont communs à tous.

Nous soulignons le thème du logement.

D'une part, en termes d'accès, il y a une grande difficulté d'accès au logement en tant que migrants, où il y a un degré élevé de refus de louer des logements ou des chambres aux migrants, auquel s'ajoute le fait qu'ils sont LGTBI+, comme indiqué par une personne participant à l'atelier, «bien plus lorsque tu dis que tu es LGTBI+». La recherche d'un logement ou d'une chambre devient l'un des principaux problèmes lorsqu'elle se fait ouvertement en tant que migrants LGTBI+.

Nous voulons surtout souligner les difficultés que les femmes LBT ont par rapport au logement. Leur manque de visibilité par peur les expose à un autre type de violence. L'une des femmes participant à l'atelier a partagé l'expérience qu'elle a vécue lors de la recherche d'une chambre. Elles n'avaient pas dit qu'elles étaient en couple et l'homme avec qui elles partageaient la maison leur faisait continuellement des avances à caractère sexuel.

Un autre thème récurrent commun à tous les migrants qui entrave considérablement leur parcours personnel et donc leur qualité de vie est lié aux obstacles bureaucratiques pour la validation des études. De nombreux migrants qui ont des niveaux d'éducation intermédiaire et/ou supérieur ne peuvent pas exercer leur métier à leur arrivée, car l'argent et le temps qu'il faut pour valider leurs diplômes (dans certains cas plus de deux ans) les obligent à repartir à zéro et à perdre et à renoncer à tous leurs bagages, aspirant dans de nombreux cas à travailler dans des cadres de travail précaires.

Cette situation est vécue avec un certain sentiment d'injustice et d'incompréhension

de la part des personnes LGTBI+ qui voient à quel point leur formation ou leur expérience ne sert à rien à leur arrivée. «Je suis médecin et jusqu'à ce que mon diplôme ait été validé, je n'ai pas pu exercer et je m'occupais d'un homme, ce qui m'a causé beaucoup de frustration, voyant à quel point tout devenait difficile» se lamente un garçon du Nicaragua.

LGTBI+phobie dans les communautés d'origine:

La LGTBI+phobie est présente dans de nombreux domaines de notre société biscaïenne. Les personnes LGTBI+ vivent des situations de rejet et de discrimination dans les différents environnements dans lesquels elles évoluent, et les migrants LGTBI+ peuvent également en souffrir dans leurs communautés d'origine.

«Les préjugés voyagent aussi» est une phrase prononcée par un jeune homme du Nicaragua participant à l'atelier qui reflète une expérience fréquente et commune parmi les personnes LGTBI+ lorsqu'elles interagissent avec des personnes de leur propre pays en Biscaye, lorsqu'elles entrent en contact avec leurs communautés d'origine et perçoivent que les idées négatives par rapport à la DSG sont les mêmes qu'à l'époque où ils vivaient dans leur pays et qu'elles s'imposent et se reproduisent de la même manière.

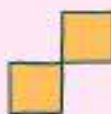
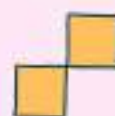
La plupart des personnes déclarent, de manière généralisée, qu'elles n'osent pas se rendre visibles en tant que LGTBI+ lorsqu'elles sont avec des personnes de leur même origine en raison du rejet dont elles souffrent.



Elles verbalisent qu'elles ont peur et que, dans certains cas, elles ont été victimes d'insultes et de discriminations de la part de leurs communautés d'origine. Elles sont obligées de dissimuler et de cacher les expressions de genre et estiment que leur qualité de vie ne s'est pas autant améliorée par rapport à leur pays d'origine qu'elles ont fui parce qu'elles n'ont pas trouvé la liberté attendue, puisqu'ici elles souffrent des mêmes préjugés et stéréotypes. C'est ainsi qu'une lesbienne colombienne l'a exprimé lors de l'atelier : « Je préfère éviter le rejet ».

La communauté d'origine, qui devrait être un espace d'accueil dans un pays inconnu où il est si important d'avoir des réseaux de socialisation, ne représente pas pour beaucoup de personnes LGTBI+ un environnement sûr dans lequel s'exprimer librement, ce qui conduit de nombreuses personnes à s'isoler et vivre des situations de solitude et donc de plus grande vulnérabilité. Chez ALDARTE nous avons pris en charge plusieurs garçons gay (du Maroc, de Tunisie et d'Afrique sub-saharienne) vivant dans la rue, sans aucun contact avec les communautés ou associations de leur pays, car ils ne veulent pas qu'ils sachent leur orientation sexuelle.

Sachant que les communautés d'origine ne sont pas perçues comme des espaces sûrs par les personnes LGTBI+ elles-mêmes et que dans de nombreux cas elles renoncent à être en relation avec des personnes de même origine, les espaces de socialisation où rencontrer d'autres personnes LGTBI+ constituent l'une des principales demandes et l'un des principaux besoins. Ces espaces où pouvoir parler, partager sans crainte d'être rejeté et avec la liberté d'exprimer des préoccupations, ou simplement rencontrer d'autres personnes LGTBI+, et se sentir accueillis, sont d'une grande aide pour leur bien-être émotionnel et pour leur processus d'intégration.



PROBLÈMES ET BESOINS DES DEMANDEURS D'ASILE LGTBI+

La loi espagnole sur l'asile reconnaît la persécution pour des raisons d'orientation et d'identité sexuelles et, par conséquent, les personnes LGTBI+ ont le droit de demander une protection internationale et l'État a l'obligation de les protéger.

Dans le cas des personnes qui demandent une protection internationale, il existe une série de problèmes liés à l'ensemble du processus et du traitement du dossier administratif qui compliquent pour ces personnes en grande mesure la reconstruction de leur vie sans que cela ne devienne un parcours du combattant et c'est ce qui est ressorti de l'atelier.

Voici deux des principaux problèmes :

• **Difficultés d'accès au système de protection.** En Biscaye, le système d'obtention du premier rendez-vous pour traiter la demande de protection internationale devient le premier problème majeur. La pandémie (avec la digitalisation de nombreux processus au niveau administratif de rendez-vous), le manque de moyens ou la guerre d'Ukraine (qui a impliqué un volume très élevé de demandes de PI), ont fait qu'il a fallu des mois aux gens pour obtenir le premier rendez-vous. Jusqu'en mars 2023, cela ne pouvait se faire que via le site Web de la police nationale, qui s'est effondré à plusieurs reprises en Biscaye et indiquait « il n'y a pas de rendez-vous disponibles » bloquant et retardant l'accès au programme d'asile et à ses ressources, ce qui a eu un impact très négatif sur le processus personnel d'insertion de nombreuses personnes.

La fracture numérique est devenue l'un des plus gros problèmes rencontrés par les demandeurs d'asile, car nombre d'entre eux n'avaient pas accès à Internet 24h/24. Actuellement, la forme présentielle pour accéder au système et formaliser la demande est reprise et revient.

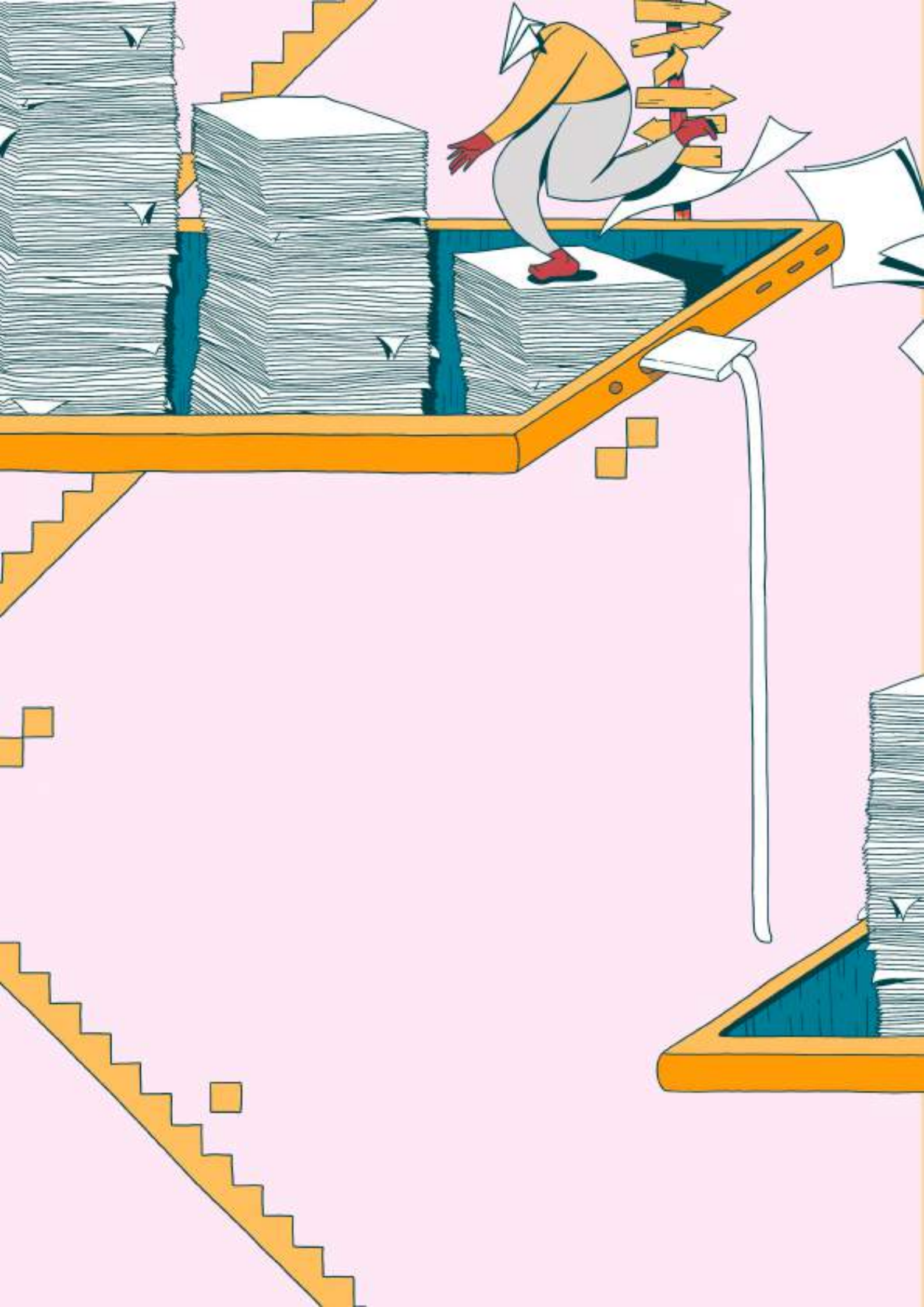
Nous espérons que ce droit des demandeurs ne sera pas à nouveau violé par des problèmes liés au manque de ressources.

• **Le manque de sensibilité de certaines administrations liées à l'asile :** on peut se demander pourquoi une force de police est chargée de mener les entretiens pour la demande de Protection internationale. Ce n'est pas un sujet qui relève des fonctions habituelles de la police, convertissant souvent le recueil du récit en interrogatoire. De plus, de nombreuses personnes LGTBI+ ont vécu une expérience très négative dans leur pays d'origine avec la police, représentant pour elles un agent discriminatoire qui a exercé une violence directe dans de nombreux cas.

De plus, le manque de formation spécifique à la diversité sexuelle et de genre de ceux qui recueillent le récit s'est révélé. Ils nous ont référé des cas où l'agent chargé de mener l'entretien ne savait même pas ce que signifiait l'acronyme LGTBI+. Certaines personnes LGTBI+ ont fait référence à des commentaires avec des préjugés lors de l'entretien où de nombreux stéréotypes erronés sont révélés et la véracité du témoignage est remise en question, car cela n'entre pas dans l'imaginaire des agents de police qui recueillent la demande. Un garçon participant à l'atelier a déclaré que le policier qui l'avait interrogé lui avait dit qu'il « n'avait pas l'air gay ».

Autre signe d'insensibilité, il n'est pas permis, sauf de manière très exceptionnelle, d'accompagner la personne dans sa demande, ce qui génère beaucoup d'insécurité et de peur.







HISTOIRES DE VIE

Les témoignages que nous recueillons ci-dessous donnent la parole à l'expérience de cinq personnes originaires de Colombie, de Côte d'Ivoire, du Maroc, de Jamaïque et du Ghana, avec un dénominateur commun : avoir fui leur pays parce qu'elles sont LGBTI+.

Pour garantir la sécurité et la tranquillité d'esprit de ceux qui ont partagé leur histoire de vie avec nous, nous avons changé les noms et certaines références pour éviter que ces personnes soient reconnues. De même, nous avons conservé la littéralité de leurs expressions et la façon dont ils nous racontent leur histoire.

RÉCIT DE MARCELA

Je suis Marcela et je suis mariée à Isabel, nous sommes toutes les deux colombiennes, nous sommes en couple depuis 11 ans, ce que nous avons caché pendant 10 ans par peur d'agressions, des répressions, des rejets et de l'homophobie qui pourrait se déchaîner autour de nous à travers ma famille, mes amis et mes collègues de travail, car dans la société colombienne être homosexuel est quelque chose de terrible.

Un après-midi dans le salon d'Isabel, nous nous sommes embrassés et des voisins nous ont vus. Ils se sont chargés de diffuser ce qu'ils avaient vu dans tout le quartier, en plus de dire que les lesbiennes étaient un mauvais exemple pour les enfants. Le problème ne s'est pas arrêté là, mais a transcendé de telle manière que mes proches, mes amis, mes collègues de travail et même des inconnus l'ont découvert.

La situation est devenue tellement intenable que nous avons décidé de vivre ouvertement la relation de couple. Nous pensions que la situation allait se calmer, cependant, en moins d'un an, les doutes et les craintes que nous avons ont commencé à avoir un sens. Les commentaires malveillants et les moqueries se sont multipliés de jour en jour.

Ma mère, de confession évangélique, lorsqu'elle a appris que j'étais lesbienne, m'a répudiée, cessant de m'adresser la parole et me disant que je serais condamnée. Mes sœurs m'ont jugée au point de me dire « qu'être lesbienne, c'est contagieux ». Ma famille a rejeté mon orientation sexuelle et me considère comme « une honte pour la famille ». Ma fille aînée n'a pas accepté la relation que j'ai avec Isabel et l'a remise en question, cependant, la petite a toujours eu une attitude de respect et d'acceptation.

Les gens du quartier nous criaient tous les jours : « lesbiennes, filles du diable, vous allez brûler en enfer, vous les hommasses », toutes ces violences psychologiques m'affectaient à tel point que je n'avais pas envie de sortir travailler.

Au boulot ils murmuraient, il y avait un tel mépris que quand je suis allée faire un remplacement sur une machine, un de mes collègues a commenté que j'étais « lesbienne » et s'il n'avait pas peur que je propage « l'homosexualité » à mon collègue. L'homophobie était tellement disproportionnée au travail qu'on avait l'impression d'avoir une maladie contagieuse, puisque nous travaillions tous les deux dans la même usine de confection. Nous avons été tentées de quitter le travail, mais nous avons peur de nous retrouver dans une instabilité professionnelle.

Toute cette situation m'a causé de l'angoisse, de la peur, de la souffrance. J'ai ressenti le rejet de l'environnement le plus proche et le plus connu, comme ma famille, les voisins et même les inconnus qui nous menaçaient, c'est pour cela que je suis restée seule, je n'avais pas la force de demander une aide psychologique, mais la souffrance ne s'est pas arrêtée là. En 2022, près de chez moi, nous avons été approchés par un homme à moto qui nous a proféré des obscénités et des menaces : « gouines, sans scrupules, disparaissez, nous allons vous faire disparaître ». La peur grandissait à cause de l'insécurité et des représailles qui pourraient atteindre mes filles.

Moins d'une semaine après le premier incident, un autre événement s'est produit. Quelques jours plus tard, à 5h30, j'allais travailler à moto (avec ma compagne). Nous nous sommes arrêtées à un feu rouge. Un individu s'est mis à nous crier dessus : « lesbiennes, gouines, filles du diable » et a lancé sa voiture sur la moto sur laquelle nous circulions (ma copine et moi). J'ai sauté de la moto et j'ai couru en criant et en demandant de l'aide, n'ayant pas eu de réponse, je suis retournée chercher Isabel et je l'ai vue allongée avec la moto sur elle. L'individu était passé avec sa voiture à la hauteur de sa jambe, lui causant diverses blessures et contusions. Finalement, une ambulance est arrivée et nous a emmenés dans une clinique de traumatologie où Isabel a été soignée.

Nous avons porté plainte auprès du parquet et de la police, mais, au bout de quelques jours, ils ont classé le dossier «pour faute de preuves».

Face à la situation avec ma famille, mes amis, dans le quartier et avec les autorités, nous avons fui vers une autre ville où j'ai épousé Isabel et plus tard nous avons déménagé à Cali.

En mai, nous sommes arrivées en Espagne, mais quelques jours avant mon arrivée, ils ont assassiné une lesbienne près du quartier où nous vivions, pour le simple fait de faire partie de la communauté LGTBI+, ils ont utilisé une méthode similaire, elle était également à moto.

Bien que le mariage homosexuel ait été approuvé en Colombie, la société est toujours en proie au machisme, aux préjugés et aux stéréotypes qui se traduisent par l'homophobie.

Quand nous sommes arrivés à Bilbao, nous sommes allés à Aldarte. En Colombie, nous n'avons jamais osé participer à un groupe LGTBI+ par peur et par honte. Maintenant, je participe à l'association avec mon épouse et nous échangeons avec d'autres personnes de la communauté LGTBI+ de Bilbao.



RÉCIT DE MICHAEL

Je m'appelle Michael et je viens de Côte d'Ivoire.

La société en général en Côte d'Ivoire n'accepte pas le collectif LGTBI+. Si vous n'avez pas un minimum de charisme, de force mentale, vous ne pouvez pas survivre. La seule façon de pouvoir vivre l'orientation sexuelle est de se cacher. Il est impossible d'être visible en tant que gay sans être insulté, agressé physiquement ou verbalement ou rejeté. Vous ne pouvez avoir aucun geste public d'affection avec votre partenaire. Il y a beaucoup d'hommes homosexuels qui se cachent, donc personne ne le sait, car ils risquent un isolement social considérable. C'est le même cas pour les femmes, lorsqu'ils découvrent qu'une femme est avec une autre femme, ils utilisent le terme «gaspillage». Les gens doivent mener une double vie pour éviter des ennuis. Les gays efféminés font beaucoup d'efforts pour contrôler leurs gestes. Lorsqu'ils sont découverts, cela donne lieu à de nombreux problèmes familiaux, l'idée est qu'ils sont une honte pour la famille et portent malheur.

Les stéréotypes et les préjugés envers les personnes LGTBI dans mon pays sont basés sur la religion. La société est fortement influencée par les religions musulmane et chrétienne (catholique et évangélique), qui considèrent l'homosexualité comme un péché, une chose du diable. Le discours est très homophobe.

J'étais évangélique. Quand j'ai entendu les sermons du pasteur faisant référence à l'homosexualité, il l'associait à la possession diabolique, il disait que les homosexuels devaient être exorcisés, car ils sont la représentation du mal, des sujets du diable qui vont aller en enfer. J'ai aussi entendu ce genre de messages sur Internet. J'ai entendu des commentaires de la hiérarchie évangélique qui disaient : «ta mère n'aurait pas dû te mettre au monde, elle aurait dû avorter».

De plus, j'ai vécu de près des expériences d'amis homosexuels du même crédo qui, après avoir été découverts par leurs familles, ont été emmenés chez des pasteurs pour être exorcisés. J'ai renoncé à la pratique religieuse de peur qu'ils découvrent mon homosexualité.

Ni l'État ni la police ne protègent les personnes LGTBI+, ni ne les considèrent comme des personnes. Si nous sommes victimes d'agressions physiques, ils s'en moquent, ils ne considèrent pas que cela puisse être signalé.

Au travail, si une personne gay est démasquée, elle peut apparaître dans les journaux, se faire licencier, se faire agresser par ses collègues, ne plus être embauchée nulle part et finir par se prostituer.

J'ai eu une relation de couple, mais on devait se cacher, quand on allait dans la rue on devait marcher séparément, l'un devant l'autre. Nous ne pouvions pas aller dans un hôtel ou chez l'un ou l'autre. Nous nous voyions dans des espaces ouverts pour parler loin des gens. Nous devions faire très attention, mais un jour nous avons été découverts. La nouvelle s'est répandue dans le quartier. Les voisins et voisines, qui me voyaient comme un bon garçon, ont commencé à me dire que j'étais une « abomination ». Les réactions ont été très violentes, les regards étaient « diaboliques », cela faisait peur, ils m'insultaient en me disant : « que j'étais un sorcier » que j'étais « ensorcelé », « tu es la honte de la famille ». Je suis passé à côté d'une agression physique publique, mais pas des menaces et des interdictions, je ne pouvais pas aller dans certaines rues ou dans mon quartier.

Les problèmes que j'ai eus quand ils ont découvert que j'avais un compagnon sont apparus dans la capitale. Cette situation m'a amené à dormir dans la rue pendant deux ans. J'en suis arrivé à dormir dans des toilettes publiques, ce qui m'a amené à faire une forte dépression. Je ne veux pas retourner dans mon pays, car je sais que je subirai le même rejet et je ne pense pas pouvoir le supporter à nouveau. J'ai été seul pendant tout ce temps et je n'ai eu l'aide de personne. Puis en 2017, j'ai décidé de quitter la Côte d'Ivoire.

Chez Aldarte, je me sens à l'aise parce que je suis avec des gens qui partagent les mêmes expériences, je peux parler librement de ce sujet, qui est très important pour moi. Je n'ai pas honte. Je ne peux pas avoir la liberté que je ressens ici dans mon pays. Quand j'étais en Côte d'Ivoire, je ne pouvais pas vivre ouvertement.



RÉCIT DE MUSTAFA

Je suis Mustafa, je suis né au Maroc, j'ai 30 ans, j'ai obtenu un diplôme d'ingénieur industriel et j'ai travaillé comme instituteur dans mon pays d'origine. Cela fait un an que je suis en Euskadi.

J'ai été éduqué dans la religion musulmane. Lorsque j'avais 11 ans, j'ai fait un rêve érotique; dans les cours d'éducation islamique, ils m'avaient préparé pour ce jour-là, mais dans mon rêve, le sexe de la personne désignée par la religion n'était pas présent. De peur que le Raqi (prêtre) le découvre et des coups de fouet qu'ils me donneraient pour me débarrasser du démon, j'ai demandé à ma mère de m'emmener chez le médecin, à qui j'ai raconté, en larmes, l'expérience du rêve que j'avais eu avec un homme. Le médecin a suggéré de m'emmener chez un religieux réputé à Tanger. L'endroit était terrifiant, j'y ai entendu les cris d'une fille qui se faisait battre et le prêtre ordonnait aux démons qui étaient en elle de sortir. Je me suis enfui de cet endroit et j'ai juré de ne jamais retourner chez ce prêtre, cependant, mon père m'a obligé à assister à plusieurs séances.

Au lycée, cela fut très difficile, en raison du fort stress et de la dépression que j'avais à la suite du traitement «de dédédiabolisation».

À l'âge de 17 ans, j'ai commencé à m'impliquer davantage dans la religion musulmane pour faire plaisir à ma famille et à mon entourage. À l'époque de la faculté, mon seul refuge était Dieu et je lui demandais de me guérir de l'homosexualité. Je suis devenu un homme de foi au point de m'entourer de personnes très religieuses, dont certaines se sont engagées pour combattre avec l'ISIS en Syrie. Ma famille était heureuse et fière d'avoir un fils pieux et religieux et le premier membre de la famille à étudier à l'Université, mais ma sexualité et mon attirance pour les hommes adultes me torturaient.

Quelque temps plus tard, j'ai commencé à vivre ma sexualité dans des endroits dangereux. J'avais très peur à cause de l'insécurité de la zone, car je pouvais être découvert, perdre mon travail et même ma vie, à cause de mon orientation homosexuelle. En 2019, sur la plage de Tanger, cinq garçons se sont approchés de moi en criant «on sait ce que tu fais là !» Ils m'ont aussi crié «pédé!», ils m'ont dit que j'étais efféminé et que c'est pour cela que j'étais pédé, pendant qu'ils me frappaient, me donnaient des coups de pied... à eux tous, ils m'ont battu et ont volé mon téléphone. Avec le téléphone en main, ils m'ont menacé en disant qu'ils allaient dire à tout le monde que j'étais gay.

Je n'ai pas signalé cette agression à la police, car au Maroc, il est illégal d'être homosexuel, et ils auraient pu m'arrêter et me mettre en prison.

J'ai découvert un nouvel endroit, dans les hammams (bains publics), où je rencontrais secrètement d'autres hommes qui avaient eux aussi subi des agressions dans la rue qu'ils n'avaient pas signalées et d'autres avaient été mis en prison. Cette situation m'a causé beaucoup de panique et de stress d'être découvert et que ma famille le découvre. Cela m'a affecté au point de ne plus pouvoir me concentrer sur mes études, malgré tout j'ai réussi à obtenir un diplôme d'ingénieur industriel et à devenir instituteur.

En raison de la panique que j'ai ressentie à l'idée que mon homosexualité soit découverte à tout moment et en raison de la pression familiale et professionnelle pour que j'épouse une fille, je suis tombé dans une profonde dépression qui m'a conduit à être hospitalisé pendant un certain temps. Ma mère pensait qu'en me mariant cela résoudrait les problèmes de dépression dont je souffrais.

À cette époque, j'ai été interviewé sur une chaîne de télévision marocaine, cela n'avait rien à voir avec le fait d'être gay, mais malgré tout, j'ai reçu des insultes via les réseaux sociaux. Suite à cela, ma famille et mes amis ont eu honte de moi et ont cessé de me parler pendant plus de trois mois et m'ont exclu de leur vie.

Peu de temps après, j'ai connu un Espagnol et nous avons passé un week-end ensemble; nous avons posté des photos sur Instagram, sur les photos nous apparaissions comme des amis, néanmoins, les gens qui les ont vus ont imaginé que j'étais en couple, mes proches m'ont dit que j'étais fou et qu'ils avaient honte d'avoir un fils gay, ils ont menacé de le dire à mon patron à l'école, pour qu'il m'expulse.

Finalement, j'ai décidé de venir en Espagne, à Bilbao, je suis arrivé à la Croix-Rouge et là ils m'ont envoyé à ALDARTE, l'association m'a donné des informations et des conseils pour l'asile

basé sur l'orientation sexuelle et de genre. Depuis, j'ai participé à ALDARET à des groupes d'entraide et de soutien psychologique.

Je ne supporte pas l'idée de retourner au Maroc, j'ai peur de finir en prison, peur pour mon intégrité et pour ma vie.



RÉCIT DE SOFI

Je m'appelle Sofi, viens de la Jamaïque et je vis à Bilbao depuis plus d'un an.

En Jamaïque, il existe de nombreux stéréotypes et préjugés envers les personnes LGTBI+. Ils croient que toutes les personnes LGTBI+ ont le VIH, que tous les hommes efféminés sont homosexuels et que pour corriger les lesbiennes de leur orientation sexuelle, elles peuvent être violées. Ils croient également que les enfants sont forcés de devenir homosexuels et que le transgenre est un trouble mental et que ces personnes devraient être assassinées.

Mon pays est un pays très dangereux pour les personnes LGTBI+. Elles n'ont nulle part où vivre, elles sont licenciées de leur travail et le seul endroit qui reste est la rue, l'insécurité, la solitude et la discrimination par les familles, la religion et la société.

Les familles lorsqu'elles découvrent qu'un/e proche est gay, lesbienne ou trans, les expulsent de chez eux et cessent de leur parler par peur des représailles, de la discrimination et de la violence de la ville ; ils parviennent même à brûler la maison de certaines personnes où vivent leurs proches s'ils découvrent qu'ils entretiennent une relation avec des personnes LGTBI+. Dans les églises, le pasteur ou le prêtre n'aime pas les personnes LGTBI+, il y a discrimination, l'église ne les accepte pas.

Le gouvernement, la religion, la culture et la société se définissent comme « chrétiens ». Il leur est difficile d'avoir une autre vision de la Diversité Sexuelle et de Genre, car ils n'acceptent que l'hétérosexualité, qui est promue à la télévision et dans les écoles, le seul modèle valable est l'hétérosexuel.

Le niveau de violence contre les personnes LGTBI+ est très élevé. Il y a des agressions physiques et verbales qui commencent dès le plus jeune âge, s'il y a un garçon efféminé, ils le battent, le bannissent du groupe, lui jettent de la nourriture, déchirent ses livres et toutes ses fournitures scolaires. Si un couple de lesbiennes ou gay venait à s'embrasser dans la rue, les réactions seraient très violentes ; ils seraient attaqués, voire même abattus, tués ou brûlés.

Les personnes LGTBI+ doivent être cachées. En 2011, j'ai visité un hôtel en tant que femme trans, et trois hommes m'ont agressée, m'ont infligé des coupures sur le bras et la jambe, m'ont griffée et battue, pour être moi-même, pour m'être habillée en femme trans. Ce n'était pas la première fois que ce type d'agression m'arrivait, mes amis sont allés signaler ce qui s'était passé à la police et ils n'ont rien fait.

Un ami avec qui j'étais à l'école a été tué à Kingston et d'autres ont dû fuir la Jamaïque. Bien qu'il soit très difficile de partir, c'est nécessaire pour survivre. Je suis sûr que si je continuais à vivre en Jamaïque je serais morte, même si j'essaie d'oublier les scènes douloureuses, j'ai été agressée à l'école, au travail, je me souviens que quelques jours avant de venir à Bilbao (en 2021), dix hommes ou plus m'ont attaqué chez moi avec des coups et des insultes verbales et m'ont dit : « nous ne voulons pas d'homosexuels ici », pour le simple fait qu'un ami et moi étions chez lui.

J'ai été expulsé de chez moi très jeune parce que ma famille ne voulait pas subir de discrimination de la part des voisins pour avoir un fils gay, ils avaient honte de moi.

Mon père ne m'a pas montré d'affection, ma mère me frappait sans cesse parce qu'elle voulait que je me convertisse à l'hétérosexualité, et mes frères me frappaient et m'ont dit qu'ils ne voulaient pas avoir un frère comme moi.

J'ai fui la Jamaïque et ma famille pour sauver ma vie, je voulais être moi-même, j'avais besoin d'être moi et de m'aimer, j'ai commencé à être moi-même, et cela a été très douloureux, mais maintenant je suis heureuse et fière de ma décision. Je peux enfin être la personne et la femme que je veux être et j'en suis heureuse.

En ce qui concerne le processus d'asile, je suis venue en Espagne pour demander une protection, car je fuyais des tentatives d'assassinat en Jamaïque. J'ai demandé la protection internationale à l'aéroport de Madrid, je suis restée dans une salle jusqu'à ce qu'ils aient pu parler avec un traducteur. Puis je suis venue à Bilbao. Le processus a été rapide et j'ai obtenu l'asile, je suis reconnaissante d'avoir eu une réponse positive, car j'avais très peur qu'ils me refusent l'asile et que je doive retourner en Jamaïque pour mourir. J'ai souffert d'anxiété due à l'attente, m'accorder l'asile a été pour moi une grande libération.

La première fois que je suis allée à la marche du 28J à Bilbao, je me suis sentie dans un monde différent, car je pouvais marcher dans la rue sans peur de la police, en toute confiance, fière d'être qui je suis et de pouvoir le montrer. De plus, je vis une liberté à laquelle je n'avais jamais pensé ni imaginé. Je vis ici une vie qui est impossible en Jamaïque, ici je peux vivre libre quelque chose qui est impossible là-bas, ici je peux marcher dans la rue sans craindre pour ma vie. Ici vous faites partie de la communauté LGTBI+, là-bas c'est impossible sans être tuée ou agressée. Pouvoir venir à Aldarte, une organisation exceptionnelle, et pouvoir rencontrer d'autres personnes LGTBI+, être moi-même est vraiment utopique, c'est une expérience merveilleuse de ne pas sentir que quelqu'un va me tuer pour qui je suis.

Mon rêve est de vivre la vie que j'ai décidé en étant qui je suis, sans avoir peur, je veux pouvoir avoir un bon travail et contribuer à cette société avec tous mes talents, avoir mon appartement et payer mes impôts. Je veux être heureuse et je peux dire que je le suis. Je vis mon rêve ici, sans crainte d'être assassinée pour qui je suis, ce qui est la chose la plus importante pour moi en ce moment.



RÉCIT D'ELIZABETHE

Je suis Elizabeth et je viens du Ghana.

Là-bas c'est très compliqué pour les personnes LGBTBI+ car ce n'est pas accepté. Il y a beaucoup de rejet de la part de la communauté, car le pays est chrétien, et c'est pour cette raison que cela n'est pas accepté. Si une personne devient visible, elle risque d'aller en prison, on peut aussi te chasser de ton quartier, de ta maison, de n'importe où, et tu dois aller dans une autre ville où on ne te connaît pas. Ils vous maltraitent comme un animal et ils peuvent vous agresser. Là-bas, une manifestation pour demander des droits serait impensable.

On dit des personnes LGBTBI+ qu'elles sont un «démon», que nous sommes une mauvaise influence, et parfois on vous dit que vous êtes folle. On m'a insulté, j'ai eu un problème avec mon père, avec les hommes de mon quartier, on s'est battu un jour, et ils m'ont agressée.

Je connaissais d'autres filles, des garçons aussi, qui avaient eu des problèmes. Je connais des gens qui ont été en prison parce que la police les avait arrêtés alors qu'ils s'étaient réunis. La police est entrée et a détenu toutes les personnes qui étaient là, elles étaient toutes gays et lesbiennes et elles ont été détenues sans raison, pour le simple fait d'être LGBTBI+.

Je suis venue parce qu'ils ne m'acceptent pas dans mon pays, je ne pouvais pas vivre avec ma partenaire et je voulais vivre libre. Je recevais des menaces et je suis partie, c'est pourquoi je suis venue en Espagne. Il a été très dur de quitter ma famille, mais je n'avais pas le choix, je devais vivre ma vie. Quand je suis arrivée ici, je n'ai pas demandé l'asile par crainte. Des gens de mon pays m'ont dit que je ne pouvais pas aller à la police pour dire que j'étais lesbienne, j'avais même pris rendez-vous pour la demande, mais au final, j'ai eu peur et je n'y suis pas allée. Ils m'ont dit que si je disais que j'étais lesbienne, je ne trouverais pas de travail, je venais d'arriver et je ne savais rien ni n'avais aucune information, et je n'ai pas demandé l'asile.

Ma famille aussi, surtout au début, a insisté depuis mon pays pour que j'épouse un garçon ici, mais je ne voulais pas. Pourquoi venir ici si je dois épouser un garçon comme dans mon pays ? Je veux être libre et ne pas avoir à me marier.

C'est mieux pour moi ici, mais quand je suis avec les Africains, c'est comme dans mon pays. J'ai eu des problèmes avec les garçons. Un jour j'étais dans un magasin africain avec ma compagne, et quand je l'ai appelé «chérie», un garçon m'a dit que j'étais africaine, et que je ne pouvais pas faire ça, que j'étais malade, qu'en Afrique il pourrait me tuer, mais pas ici en Europe. Nous nous sommes presque battus. Ici, les Africains n'acceptent pas les gays ou les lesbiennes, donc je ne dis pas que j'aime les filles, on ne peut pas dire ça. Je pense que la même chose arrivera aux personnes LGBTBI+ africaines qu'à moi, car il y a encore beaucoup d'idées négatives ici. C'est très difficile d'être une Africaine et lesbienne. Je suis fatiguée de devoir m'expliquer, mais au final, j'évite d'aller dans des bars avec des Africains pour être tranquille.

Mon rêve est de vivre sereinement, sans peur, avec ma copine et aussi d'avoir une famille.





Nous espérons que cette brochure de diffusion pourra être un point de départ pour continuer à travailler afin que les droits de l'homme ne soient plus violés, pour lutter contre la LGTBI+phobie et améliorer la qualité de vie des migrants et réfugiés LGTBI+.

Il est clair, en lisant et en regardant les histoires que nous recueillons dans cette brochure, que nous avons du travail. La peur de devenir visible en tant que personne LGTBI+ est un dénominateur commun chez de nombreux migrants et réfugiés, tant dans leur pays d'origine qu'ici. Une invisibilité causée par la peur du rejet et de la discrimination et qui dans de nombreux cas entraîne un manque de réseau social, la solitude et la perte d'opportunités et même de droits, comme l'accès au processus d'asile comme nous l'avons vu.

Travaillons pour que les rêves de liberté et de vie sans peur des migrants et réfugiés LGTBI+ deviennent réalité !



LES PRÉJUGÉS VOYAGENT AUSSI

VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET
MIGRANTS ET RÉFUGIÉS LGTBI+

